

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 19 octobre 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical", a donné le 25 octobre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 19 oktober 1993 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van een commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zee-macht en van de medische dienst", heeft op 25 oktober 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Deze hoogdringenheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat, in afwachting van de aanneming van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel, dat besproken werd op de Ministerraad van 24 september 1993, en met het oog op de sanering van de syndicale werking in de schoot van de krijgsmacht, er een dringende nood bestaat aan een overgangsregeling".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

Préambule.

A l'alinéa 2, les mots "modifié par les arrêtés royaux des 5 juin 1975 et 29 mars 1977," placés avant l'intitulé de l'arrêté royal du 20 octobre 1964 instituant une commission consultative du personnel militaire des

.../...

forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, doivent être omis.

Par ailleurs, la modification apportée à cet arrêté royal par celui du 10 septembre 1972 est devenue sans objet. Il n'y a donc pas lieu de viser ce dernier arrêté à l'alinéa 2.

Dispositif.

Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc... et non "Article 2.", "Article 3.", etc...

Article 1er.

La disposition en projet entend remplacer l'article 3 de l'arrêté royal du 20 octobre 1964 précité.

Cet article prévoit la désignation de membres suppléants, ce que ne fait pas le texte en projet.

S'il s'agissait d'une omission, il y aurait lieu de la réparer en complétant ce texte.

Le texte néerlandais de l'article 3, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 2.

1. Compte tenu de la remarque faite à propos du préambule, il ne faut pas viser, dans la phrase liminaire, l'arrêté royal du 10 septembre 1972. L'arrêté royal du 5 juin 1975 doit, en revanche, être mentionné.

2. Le paragraphe 1er de l'article 4 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. § 1er. Les membres de la représentation du personnel sont désignés par les trois organisations syndicales reconnues suivantes :".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au paragraphe 3, il faut écrire :

"... organisation syndicale ne répond pas aux conditions prévues au paragraphe 2, alinéa 1er, les représentants de cette organisation ne peuvent siéger aussi longtemps que cette liste n'aura pas été adaptée".

.../...

Article 3.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "syndicale organisaties" par le mot "vakorganisaties". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 4.

1. On écrira la phrase liminaire comme suit :

"Art. 4. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, ...".

2. L'article 7 en projet ne semble pas traduire clairement l'intention de ses auteurs. En effet, il prévoit que, désormais, le ministre doit soumettre à l'avis de la commission "toutes les questions présentant un intérêt général relatif à la situation statutaire du personnel militaire", sans plus faire la distinction que fait le texte actuel entre les questions qui concernent toutes les catégories de militaires et celles qui n'en concernent que quelques unes.

Le texte devrait exprimer plus clairement l'intention des auteurs du projet.

.../...

3. Par ailleurs, l'alinéa 2 de la disposition en projet paraît inutile dès lors que "les droits et obligations" du personnel militaire sont déjà inclus dans la notion de "situation statutaire" visée à l'alinéa 1er.

Article 5.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de rédiger le 1^o ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 2^o, il faut écrire :

"2^o le mot "restreinte" est supprimé".

Article 6.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

L'alinéa 2 de l'article 9 en projet pourrait être rédigé comme suit :

"Le président veille au bon déroulement de la réunion et prend toutes les mesures qu'il estime utiles à cette fin".

.../...

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

Mieux vaudrait rédiger l'alinéa 1er de l'article 10 en projet comme suit :

"Art. 10. La documentation relative aux questions inscrites à l'ordre du jour est rédigée dans les deux langues utilisées lors des travaux et est transmise, en un exemplaire, aux membres de la délégation ministérielle et à ceux de la représentation du personnel, ainsi qu'en deux exemplaires, au ministre et aux organisations syndicales".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3, en projet, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, 2°, de la disposition en projet, il est prévu que la commission délibère valablement lorsque :

"2° au moins une organisation syndicale visée à l'article 4, § 1er, est représentée".

.../...

La question se pose si cette disposition implique que les quatre membres d'une organisation syndicale doivent être présents ou s'il suffit qu'un seul de ceux-ci le soit, ce que donnerait à penser l'alinéa 2 du texte en projet. La disposition doit être précisée pour lever cette ambiguïté.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Il va de soi que si la commission ne peut délibérer valablement, elle ne peut émettre d'avis. Le paragraphe 2 de l'article 11 en projet devrait, dès lors, être omis.

Toutefois, si l'intention de l'auteur de l'arrêté était de prévoir que, lorsque la commission n'a pu valablement délibérer, son avis n'est plus requis, le texte devrait être revu en conséquence.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Articles 10 et 11.

De l'accord de l'officier délégué, il est proposé de rédiger comme suit les articles 10 et 11 :

"Art. 10. L'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 14. Les membres de la représentation du personnel sont autorisés à consulter leur organisation syndicale au sujet du contenu des documents visés à l'article 10".

"Art. 11. L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 septembre 1969, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 15. Lors des réunions, la délégation ministérielle et chacune des représentations des organisations syndicales peuvent se faire assister par un ou plusieurs experts pour l'examen d'une question déterminée.

Les noms des experts ...

Les experts restent ... de la séance"".

.../...

Article 13.

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéas 1er et 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise.

Au paragraphe 3 de l'article 17 en projet, les mots "En tout cas, " sont inutiles et doivent être omis.

Le texte néerlandais du paragraphe 3 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de rédiger le 1^o ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15 nouveau.

1. Il convient d'insérer un article 15 nouveau rédigé comme suit :

"Art. 15. A l'article 21 du même arrêté, les mots "Les associations" sont remplacés par les mots "Les organisations syndicales".

2. L'article 15 du projet en devient l'article 16.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Deze hoogdringendheid wordt ingeroepen omwille van het feit dat, in afwachting van de aanneming van het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel, dat besproken werd op de Ministerraad van 24 september 1993, en met het oog op de sanering van de syndicale werking in de schoot van de krijgsmacht, er een dringende nood bestaat aan een overgangsregeling".

*

* *

Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot het maken van de hierna volgende opmerkingen.

Aanhef.

In het tweede lid dienen de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 juni 1975 en 29 maart 1977", die staan vóór het opschrift van het koninklijk besluit van 20 oktober 1964 tot oprichting van een commissie van advies

.../...

voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, te vervallen.

Bovendien is de wijziging die in dat koninklijk besluit is aangebracht bij dat van 10 september 1972, doelloos geworden. Er is dus geen grond om in het tweede lid naar dat laatste besluit te verwijzen.

Bepalend gedeelte.

Behalve artikel 1 dienen de bepalingen van het ontwerp als volgt te worden genummerd "Art. 2.", "Art. 3.", enz. ... en niet "Artikel 2.", "Artikel 3.", enz. ...

Artikel 1.

De ontworpen bepaling beoogt artikel 3 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 oktober 1964 te vervangen.

Dat artikel voorziet in de aanwijzing van plaatsvervangende leden, hetgeen in de ontworpen tekst niet geschiedt.

Indien het om een verzuim gaat dient dat te worden hersteld door die tekst aan te vullen.

In het ontworpen artikel 3 zou het correcter zijn te schrijven :

.../...

- 1° aan het einde van het eerste lid : "... door de Minister van Landsverdediging worden aangewezen, te kiezen uit de militairen en ambtenaren van het departement van Landsverdediging";
- 2° in het tweede lid : "De minister wijst de voorzitter van de commissie aan, welke voorzitter hij kiest uit die leden".

Artikel 2.

1. Gelet op de in verband met de aanhef gemaakte opmerking, dient in de inleidende volzin niet te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 10 september 1972. Daarentegen dient het koninklijk besluit van 5 juni 1975 te worden vermeld.

2. Het zou beter zijn paragraaf 1 van het ontworpen artikel 4 als volgt te redigeren :

"Art. 4. § 1. De leden van de personeelsvertegenwoordiging worden aangewezen door de volgende drie erkende vakorganisaties :".

3. In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "pas" in plaats van "slechts".

4. In paragraaf 3 schrijve men :

"... van een vakorganisatie niet voldoet aan de in paragraaf 2, eerste lid, gestelde voorwaarden, mogen de vertegenwoordigers van die organisatie geen zitting hebben zolang die lijst niet is aangepast".

Artikel 3.

Men vervange de woorden "syndicale organisaties" door het woord "vakorganisaties". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 4.

1. De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, ...".

2. Het ontworpen artikel 7 lijkt de bedoeling van de stellers ervan niet duidelijk weer te geven. Het bepaalt immers dat de minister voortaan "alle zaken van algemeen belang met betrekking tot de statutaire toestand van het militair personeel" ter fine van advies moet voorleggen aan de commissie zonder, zoals in de huidige tekst, nog onderscheid te maken tussen de kwesties die betrekking hebben op

.../...

alle categorieën van militairen en die welke slechts op enkele ervan betrekking hebben.

De bedoeling van de stellers van het ontwerp zou in de tekst duidelijker tot uiting moeten komen.

3. Bovendien lijkt het tweede lid van de ontworpen bepaling nutteloos aangezien "de rechten en verplichtingen" van het militaire personeel reeds zijn vervat in het begrip "statutaire toestand (lees : rechtspositie)" waarvan sprake in het eerste lid.

Artikel 5.

In 1° schrijve men : "1° het woord "vereniging" wordt vervangen door het woord "vakorganisatie";".

In 2° schrijve men :

"2° het woord "beperkte" wordt geschrapt".

Artikel 6.

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 9. De minister draagt de voorzitter op de commissie bijeen te roepen en de agenda, de dag en het tijdstip van de vergadering vast te stellen".

.../...

Het tweede lid van het ontworpen artikel 9 zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De voorzitter zorgt voor het goede verloop van de vergadering en treft alle maatregelen die hij daartoe noodzakelijk acht".

In het derde lid schrijve men :

"... de leden en de deskundigen van wie de namen ... en deelt hun de agenda, de dag, het tijdstip en de plaats van de vergadering mee".

Artikel 7.

Het zou beter zijn het eerste lid van het ontworpen artikel 10 als volgt te redigeren :

"Art. 10. De documentatie betreffende de onderwerpen die op de agenda staan wordt geredigeerd in de twee talen die tijdens de werkzaamheden worden gebruikt en wordt in één exemplaar toegezonden aan de leden van de ministeriële afvaardiging en aan die van de personeelsvertegenwoordiging, alsmede in twee exemplaren aan de minister en de vakorganisaties".

In het derde lid schrijve men :

"Deze termijn wordt evenwel tot tien dagen beperkt wanneer de zaak ... dringend dient te worden onderzocht".

.../...

Artikel 8.

1. In paragraaf 1, eerste lid, 2°, van de ontworpen bepaling wordt bepaald dat de commissie op geldige wijze beraadslaagt wanneer :

"2° ten minste één syndicale organisatie bedoeld in artikel 4, § 1, vertegenwoordigd is".

De vraag rijst of die bepaling impliceert dat de vier leden van een vakorganisatie aanwezig moeten zijn of dat de aanwezigheid van één van hen volstaat, welke indruk het tweede lid van de ontworpen tekst geeft. De bepaling moet duidelijker worden gesteld om die dubbelzinnigheid op te heffen.

2. Het tweede lid dient aldus te worden gesteld :

"Op de vergadering mogen ten hoogste vier leden per vakorganisatie zitting hebben, door de organisatie te kiezen uit de vertegenwoordigers bedoeld in artikel 4, § 2".

3. Het is duidelijk dat als de commissie niet op geldige wijze kan beraadslagen, zij geen advies kan uitbrengen. Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 11 zou bijgevolg moeten vervallen.

Indien het evenwel in de bedoeling lag van de steller van het besluit voor te schrijven dat als de commissie niet op geldige wijze heeft kunnen beraadslagen,

.../...

haar advies niet meer vereist is, zou de tekst dienovereenkomstig moeten worden herzien.

4. Paragraaf 3 zou aldus gesteld moeten worden :

"§ 3. Alvorens tot de orde van de dag over te gaan, vergewist de voorzitter zich er van dat de commissie rechtsgeldig kan beraadslagen".

Artikelen 10 en 11.

In overeenstemming met de gemachtigde officier wordt voorgesteld de artikelen 10 en 11 als volgt te redigeren :

"Art. 10. Artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 14. De leden van de personeelsvertegenwoordiging mogen hun vakorganisatie raadplegen over de inhoud van de in artikel 10 bedoelde documenten".

"Art. 11. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 september 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 15. Tijdens de vergaderingen kunnen de ministeriële afvaardiging en elke vertegenwoordiging van de vakorganisa-

.../...

ties zich laten bijstaan door een of meer deskundigen voor het onderzoek van een bepaalde kwestie.

De namen van de deskundigen ... en door de vakorganisatie wat de deskundigen betreft ...

De deskundigen blijven ... zolang de vergadering duurt".

Artikel 13.

In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : "binnen twee weken" in plaats van "binnen de twee weken".

In het tweede lid schrijve men : "Elke wijziging in de notulen ten gevolge van ...".

In paragraaf 3 van het ontworpen artikel 17 dienen de woorden "In elk geval" als overbodig te vervallen.

Het zou beter zijn paragraaf 3 aldus te stellen :

"§ 3. Na het verstrijken van de termijn bepaald in § 2 wordt aan dezelfde geadresseerden een eindverslag gezonden waarin ofwel vermeld wordt dat geen opmerkingen zijn gemaakt ofwel melding wordt gemaakt van de wijzigingen die eventueel in de notulen zijn aangebracht ten gevolge van de gemaakte opmerkingen".

Artikel 14.

.../...

In de bepaling onder 1^o schrijve men, overeenkomstig de hiervoren gemaakte opmerking, "vakorganisaties" in plaats van "syndicale organisaties".

Nieuw artikel 15.

1. Een nieuw artikel 15 behoort te worden ingevoegd, luidende :

"Art. 15. In artikel 21 van hetzelfde besluit wordt het woord "verenigingen" vervangen door het woord "vakorganisaties"."

2. artikel 15 van het ontwerp wordt daardoor artikel 16.

DV.

- 21 -

L. 22.864/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.